



Date de dépôt : 17 novembre 2023
Demandeur : Mairie OCQUERRE
Représentée par M. GAUTIER Bruno, Maire
Pour : restaurer et réparer les vitraux de l'église
Adresse terrain : Grande Rue
OCQUERRE 77440

ARRÊTÉ n°2023-73
de non-opposition avec prescription à une déclaration préalable
au nom de la commune de OCQUERRE

Le Maire d'Ocquerre,

Vu la déclaration préalable présentée le 17 novembre 2023 par la Mairie d'OCQUERRE représentée par M. GAUTIER, Maire demeurant 3 Grande Rue, à OCQUERRE (77440), enregistrée par la mairie de Ocquerre sous le numéro DP 077 343 23 00007.

Vu l'objet de la déclaration pour :

- Restaurer et réparer les vitraux de l'église ;
- Sur un terrain situé Grande Rue, à OCQUERRE (77440) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26/09/2019 et modifié le 01/12/2022 ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la déclaration préalable en date du 17/11/2023 ;

Vu l'avis favorable conforme assorti d'observation de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 06/12/2023 ;

Vu l'arrêté n°2020-09 du 05/06/2020 portant délégation de signature à M. Jean-Luc DECHAMP,

ARRÊTE

Article 1

Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve de respecter la prescription énoncée à l'article suivant :

Article 2

L'architecte des bâtiments de France devra être tenu informé de la date de démarrage des travaux pour une visite de chantier en début et fin de chantier conformément à son avis annexé au présent arrêté.

Fait à Ocquerre, le 08/12/2023
Le Maire-adjoint, par délégation du Maire,
Jean-Luc DECHAMP



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément aux articles R.424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s) ;

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.